

Que nous réserve l'avenir? Selon le *Financial Times* du 21 septembre, le chômage reste très élevé, cependant la situation va encore empirer. Actuellement, 6,9 p. 100 de notre main-d'œuvre est en chômage, cependant les récentes annonces de mises à pied dans les industries chimiques et électroniques, ainsi que les effets secondaires de la grève de l'automobile, permettent de prévoir que le nombre de chômeurs atteindra 750,000 personnes d'ici la fin de l'année. Cela signifierait en fait un taux de chômage de l'ordre de 9,5 p. 100 pour notre population active, donc une situation tragique et intolérable dans une nation comme le Canada étant donné que ce taux de chômage serait le plus élevé que le pays ait jamais connu au cours de son histoire. Ce n'est pas cela que nous voulons, nous Canadiens.

Le discours du trône déclare que si l'on fait preuve de prévoyance, de cran et d'esprit d'entreprise, nous aurons peut-être une société au sein de laquelle la liberté individuelle et l'égalité des chances demeurent les plus précieux de tous les biens, une société au sein de laquelle le bonheur de vivre se mesure en termes qualitatifs et non quantitatifs. Je me permettrais de rappeler au premier ministre et à son gouvernement que pour des centaines de milliers de Canadiens il ne peut y avoir de mode de vie ni de bonheur de vivre sans emplois et sans revenus.

Ce que les Canadiens souhaitent, ce n'est pas de voir plus de noms sur la liste des prestations de bien-être mais d'en voir davantage sur les listes de paye. Même le premier ministre et son équipe semblent s'être vaguement rendu compte de la chose lorsqu'ils parlent de relever le défi que présente le haut idéal d'une société juste. En fait, les prétentions du gouvernement ayant trait à une société juste ne sont qu'un mirage, qui, à l'instar des autres mirages, s'estompe peu à peu dans le lointain, de plus en plus inaccessible, de moins en moins réel.

Le discours du trône précise que le Canada fera face à des besoins nouveaux, notamment quant à l'habitation. Cette difficulté se pose partout où l'exode rural est prononcé. Mais le gouvernement sait sans doute qu'on peut attribuer directement la baisse actuelle de 37 p. 100 dans la construction d'habitations au pays aux codes de construction exigés sur les prêts de la SCHL, aux taux élevés d'intérêt sur ces prêts ainsi qu'aux taxes fédérales sur le matériel et l'outillage de construction. Il est injuste et indu pour les jeunes et les moins jeunes que l'habitation serve de levier au gouvernement pour manipuler l'économie à la hausse ou à la baisse, telle une marionnette.

Nos projets de logement et notre industrie de la construction ne prendront de l'ampleur que si le gouvernement établit une politique stable du logement visant à favoriser la propriété à un coût raisonnable et à tenir surtout compte du bien-être futur de nos familles canadiennes. Ce sont elles qui assurent la stabilité de la nation et si elles se désunissent la société se désunit ensuite. Il en résulte de l'anarchie, l'inobservance des lois et de l'ordre, tout ce qui malheureusement survient aujourd'hui au Canada. L'abolition, par exemple, de la taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux et sur l'outillage de construction faciliterait de beaucoup la reprise de la construction domiciliaire au Canada.

En lisant le discours du trône, monsieur l'Orateur, je ne peux m'empêcher de mettre en doute les motifs du gouvernement actuel. Je me demande consciencieusement et sérieusement: Dans quelle voie nous engage-t-on? Le discours propose la réorganisation de l'activité urbaine

[M. Crouse.]

du gouvernement sous la direction d'un ministre d'État responsable des affaires urbaines et du logement. Somme toute, un autre ministre, un plus grand nombre de bureaucrates et de fonctionnaires de l'État. Je rappellerai au gouvernement que nous n'avons pas besoin d'autres spécialistes en matière de logement; ce dont les Canadiens ont besoin, c'est d'un plus grand nombre de maisons.

Le premier ministre est censé avoir déclaré l'été dernier que si nous n'aimons pas la façon dont il dirige le pays, nous pouvons nous y faire. Pour ma part, je ne suis pas satisfait et je prétends qu'il nous incombe de nous prononcer contre la façon dont le gouvernement actuel se taille un fief. Il existe au Canada actuellement 25 ministères de l'État, 13 corporations de département, 15 corporations de mandataire, 14 corporations de propriétaire et 46 départements désignés aux fins de la loi sur l'administration financière, ce qui fait un total de 113. La bureaucratie fédérale compte plus de 371,000 personnes, y compris les militaires. Si l'on ajoute à cela la bureaucratie des gouvernements provinciaux qui emploient quelque 333,000 personnes ainsi que les 250,000 employés des gouvernements régionaux et des municipalités, les députés se rendront compte que les gouvernements au Canada emploient actuellement près d'un million de personnes et cela pour une nation de moins de 22 millions d'habitants.

Qu'est-ce que tout cela signifie, monsieur l'Orateur? Cela veut dire que l'influence qu'a le gouvernement sur les affaires et le public ne fera que s'accroître. Si je le mentionne, c'est à cause d'un passe du discours du trône relatif au Livre blanc sur la fiscalité et à la menace qui s'ensuit pour les sociétés. Sous le gouvernement actuel, il est apparemment devenu illégal de réaliser des bénéfices. Dans ma jeunesse, je travaillais pour une grosse société et j'avais toujours plaisir à constater que la société-mère gagnait de l'argent. Car les bénéfices représentent pour un employé la meilleure garantie d'un emploi permanent, fait dont le gouvernement ferait bien de se souvenir.

Ce qui m'inquiète le plus, ce sont les tendances de plus en plus socialistes du gouvernement. Le gouvernement semble pénétré de l'idée qu'il peut saigner tant et plus le secteur privé de la société sans aucun égard à la conjoncture économique. Il y a cependant une limite que les gouvernements ne peuvent franchir et, à mon avis, nous en approchons, si l'on songe au taux d'imposition de l'industrie et des Canadiens en général.

● (2.30 p.m.)

Jetons un coup d'œil sur certains rapports de nos grandes sociétés. Prenons, comme exemple, la société Massey-Ferguson, la cinquième par ordre d'importance de plus grandes sociétés canadiennes. Pendant les neuf premiers mois de l'année courante, ses ventes ont baissé de \$14,500,000 par rapport à celles de la période correspondante en 1969. Pendant le troisième trimestre, ses pertes nettes ont été de \$11,100,000 contre un profit de \$9,500,000 à pareille époque l'an dernier. La General Motors de Toronto a annoncé la fermeture de sa division d'appareils ménagers Frigidaire, qui va éliminer environ 400 emplois. A l'heure actuelle, cette société emploie, me dit-on, 1,400 personnes et elle projette d'en muter environ 1,000 dans d'autres secteurs de son entreprise, mais il y en aura toujours 400 sans emploi le premier janvier.